



MEETING 25 MARS À ARLES

INTERVENTION DE JESSICA JADÉ

SECRÉTAIRE DE L'UD CGT 13

Nous sommes rassemblés aujourd'hui devant la Bourse du Travail d'Arles pour l'abrogation de la Réforme Borne et pour la retraite à 60 ans.

Choix symbolique que celui de la Bourse du travail, car face à l'objectif du maire De Carolis de chasser la CGT pour y faire entrer l'Office du Tourisme, nous disons qu'il s'attaque à toute la CGT et que nous ne laisserons pas faire !

Cette attaque pour déloger les Unions Locales s'inscrit dans un contexte d'attaques aux libertés syndicales, et de coups de force anti-démocratiques devenus pratiques courantes. Toutes les dernières lois structurantes (réforme des retraites, budget de l'État et de la sécurité sociale des dernières années) sont passées en force à coup de 49.3, la répression et la discrimination des responsables syndicaux s'accroît, la répression du mouvement social se généralise...

S'attaquer aux locaux des Bourses du travail, c'est s'attaquer aux lieux où les travailleurs, les syndiqués, les syndicats des différents secteurs se rencontrent, là où se construit dans le concret la convergence des luttes.

Alors que dans cette ville, le patronat lui, a sa maison, car Arles accueille une Chambre du commerce et de l'industrie, la deuxième dans ce département, ce qui n'est pas habituel, le maire souhaite ôter la leur aux travailleurs !

Ce même maire qui a fait de sa ville le laboratoire local de la macronie.

Ce même maire qui défend une ville « sans industrie », qui s'oppose au projet de ligne à Très haute Tension pour alimenter la zone industrialo-portuaire du Golfe de Fos, qui vante une économie du « Tout Tourisme », et qui a pour bilan, une ville avec un des plus forts taux de pauvreté du département !

Sans industrie, pas d'investissement dans les services publics ! Sans services et infrastructures publics, les activités économiques ne se développent pas ! C'est bien la réponse aux besoins sociaux qui en pâtit !

Alors que les richesses produites dans ce pays n'ont jamais été aussi élevées, que les dividendes versés aux actionnaires battent des records chaque année, que l'État verse 160 milliards d'aides publiques, dont la majorité est captée par les grandes entreprises, le gouvernement illégitime de Bayrou s'inscrit dans la continuité des politiques de casse sociale, défendant les intérêts des milliardaires et répondant aux consignes libérales de l'Union Européenne ; Il impose une austérité sans précédent avec une coupe budgétaire de 32 milliards d'euros dans les dépenses publiques.

Gouvernement et patronat cassent nos emplois, nos salaires et notre sécurité sociale !

Tous les secteurs sont impactés, pas une semaine ne passe sans l'annonce d'un plan massif de licenciement, dans l'industrie, dans la grande distribution, dans la fonction publique...

Dans les Bouches-du-Rhône, nous avons lancé la démarche des Assises de l'industrie pour aller chercher la production de tout ce qui répond aux besoins sociaux ! Face au remodelage imposé, allons chercher le développement des activités, de l'industrie, des services publics partout sur le département qui réponde aux besoins de la population !

Les salaires stagnent et ne répondent pas à la montée des prix.

L'austérité imposée dans le budget de la sécurité sociale, engendrant la baisse des prestations de la Sécu et la dégradation de l'offre de soins, est une nouvelle attaque contre notre système de protection sociale.

Leur objectif est clair : en finir avec le programme du CNR !

Dépecer notre sécurité sociale, en finir avec notre système de retraites par répartition, pour servir sur un plateau les plus de 600 milliards d'euro à la capitalisation. C'est bien la cotisation et le salaire socialisé qui est remis en cause !

Dans cet objectif de destruction, dans les Bouches-du-Rhône, même le patrimoine immobilier de la Sécu est attaqué, que ce soit à la caisse primaire où la direction veut vendre 20 000 m² soit la moitié de superficie totale ou à la CAF où deux caisses sont menacées de fermetures.

C'est pourquoi, nous nous battons pour la reconquête de la sécurité sociale et la mise en place du 100% Sécu, une sécurité sociale financée à 100% par les cotisations, pour couvrir l'ensemble des risques de la naissance à la mort, comme visé à la création de la Sécu.

Car le déficit est bien créé artificiellement, par les exonérations de cotisations et les politiques des mêmes qui nous expliquent qu'il faut toujours travailler plus !

La CGT porte la fin des exonérations, l'égalité salariale femmes / hommes, la cotisation des rémunérations type intéressement, participation..., la contribution des revenus financiers, l'augmentation d'1% la part employeur de la cotisation vieillesse.

Pour financer :

La retraite à 60 ans ! Avec 37.5 annuités de cotisations ! Départs anticipés pour les carrières longues et pénibles ! Et les régimes pionniers !

Nous Portons haut et fort nos revendications pour nos retraites, notre sécurité sociale, nos salaires et nos emplois.

À l'opposé complet de la politique de Macron, **de l'accentuation de l'économie de guerre pour enrichir toujours plus les spéculateurs et les vendeurs d'armes, de**

l'aggravation des politiques de l'Union européenne qui détruisent tous nos conquies sociaux.

Nous refusons de nous aligner sur les intérêts des capitalistes et nous œuvrerons à construire la solidarité internationale des travailleuses et travailleurs.

Nous ne savons que trop ce qu'a coûté à notre classe les appels à l'Union sacrée et les guerres : des millions de morts, le partage des richesses entre capitalistes et la montée du fascisme.

Nous ne laisserons pas la finance envoyer nos jeunes au front et nos anciens mourir au travail !

Pour cela, retrouvons-nous jeudi 27 mars devant le Conseil de la Région à Marseille, contre la guerre !

Et jeudi 3 avril à 10h30 devant la préfecture, journée confédéralisée de lutte sur les retraites.